



## VILLE DE GOUESNAC'H

DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE  
ARRONDISSEMENT DE QUIMPER

L'an deux mil dix sept, le quatorze décembre, à dix neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de GOUESNAC'H, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur Gildas **GICQUEL**, Maire,

**ETAIENT PRESENTS** : Messieurs Gildas **GICQUEL**, Jean-Paul **CHRISTIEN**, Patrick **MALAVIALE**, Jean **LE STER**, Bernard **LE NOAC'H**, Christian **HAMON**, Jean-Pierre **GUILLOU**, Christian **RENEVOT**, William **CALVEZ**, Jérôme **PATIER**, Mesdames Nicole **GUILLOU**, Christiane **DOUGUET**, Chantal **MARC**, Sandrine **BASSET**, Marie-Thérèse **BOUDEHEN**, Marylène **CHRISTIEN KERVINIO**, Sandrine **FEVRIER**, Liliane **CLORENNEC**, Aurore **QUEFFELEC**

**POUVOIR** : a donné pouvoir Madame Marie-Laure **FLORIMOND** à Madame Chantal **MARC**,

**ABSENTS** : Messieurs Monsieur Michel **SIMON**, Jean-Marie **DUCHEMIN**, André **LE NOURS** (*excusé*)

**Secrétaire de séance** : Monsieur William **CALVEZ**

-----  
NOMBRE DE MEMBRES EN EXERCICE : 23  
PRESENTS A LA SEANCE : 19  
DATE DE LA CONVOCATION : 06 DECEMBRE 2017  
DATE D'AFFICHAGE : 07 DECEMBRE 2017  
-----

### **ORDRE DU JOUR** :

- 1) *Approbation du compte rendu de la séance du 26 Septembre 2017*
- 2) **PLU** : *Approbation du Plan Local d'Urbanisme*
- 3) **PLU** : *Approbation du zonage Assainissement Eaux Usées*
- 4) **PLU** : *Approbation du zonage Eaux Pluviales*
- 5) **PLU** : *Droit de préemption*
- 6) **PLU** : *Déclaration préalable pour les clôtures*
- 7) *Tarifs 2018*
- 8) *Ouvertures de crédits avant le vote du budget primitif 2018*
- 9) *Indemnité 2017 du receveur*
- 10) *Admissions en non valeur*
- 11) *Décisions modificatives budgétaires 3/2017*
- 12) **Construction d'une salle multifonctions** : *plan de financement prévisionnel*
- 13) **Communauté de Communes du Pays Fouesnantais** : *modification des statuts*
- 14) **Bibliothèque** : *Mise au pilon 2017*
- 15) *Indemnité mensuelle du Maire, des Adjointes et des Conseillers Municipaux Délégués*

*16) Acquisition d'une réserve foncière Route de Bénodet par la Commune à Finistère Habitat*

*17) Acquisition de terrains « Le Guily »*

*18) Acquisition de terrains « Hameau de Quillouarn »*

*19) EPAL : tarifs 2018 Accueil périscolaire et centre de loisirs*

*20) Questions diverses*

*Approbation du compte rendu de la séance du 26 septembre 2017 à l'unanimité des présents plus les pouvoirs sans observations*

**DCM N° 43/2017**

**OBJET : APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE GOUESNAC'H**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L151-1 et suivants et R123-1 et suivants du code de l'urbanisme,

Vu les articles L151-21 à L151-25 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération en date du 07 décembre 2010 prescrivant la transformation du Plan d'occupation des Sols (POS) en Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Vu le débat du Conseil Municipal sur les orientations générales du PADD en date du 02 mai 2016

Vu la délibération en date du 20 décembre 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Le projet de PLU arrêté, selon les articles R.123-1 à R.123-14 du code de l'urbanisme applicables au 31 décembre 2015, a été notifié pour avis aux personnes publiques mentionnées aux articles L.153-16, L.153-17 et R.153-6 du code de l'urbanisme, lesquelles disposaient d'un délai de 3 mois pour émettre leur avis.

Vu l'ensemble des avis des services de l'Etat et des personnes publiques associées sur le PLU arrêté,

Le Préfet du Finistère a émis un avis favorable au projet de PLU arrêté assorti de quelques réserves portant sur :

- Une explicitation de l'objectif de consommation foncière dans le rapport de présentation,
- Le nombre de constructions pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone agricole,
- Les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées,
- La constructibilité de certains secteurs vis-à-vis des contraintes d'assainissement,
- Certaines prescriptions des règlements écrits et graphiques.

Vu l'enquête publique sur le projet de PLU arrêté qui s'est déroulée du 30/06/2017 au 01/08/2017 et les conclusions motivées du commissaire enquêteur,

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de PLU assorti d'une recommandation :

- Respecter les engagements pris en réponse aux PPA et en effectuant les corrections relevées par celles-ci, notamment en ce qui concerne la réduction du nombre de bâtiments étoilés et la réduction du périmètre de certains STECAL.

Considérant que les remarques issues des avis des services de l'Etat et des personnes publiques associées justifient quelques adaptations du projet de PLU, qui ne remettent pas en cause son économie générale (*voir l'annexe 1 de la présente délibération précisant les modifications apportées par la commune, suite à la consultation des services*).

Considérant que les remarques issues de l'enquête publique justifient également certaines adaptations du projet de PLU, ne remettant pas en cause son économie générale (*voir l'annexe 2 de la présente délibération précisant les modifications apportées par la commune, suite à l'enquête publique*).

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Monsieur Jean-Paul CHRISTIEN demande à ne pas participer au vote,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A 14 POUR – 5 ABSTENTIONS**

- ✓ ***APPROUVE les modifications au projet de PLU telles que présentées et annexées à la présente délibération,***
  
- ✓ ***APPROUVE le PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération.***

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. En outre, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans les journaux diffusés dans le département.

Le PLU approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de GOUESNAC'H, ainsi qu'en Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Le PLU est publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-23 du code de l'urbanisme, la commune étant couverte par un schéma de cohérence territorial approuvé, le PLU sera exécutoire dès qu'il aura été publié et transmis au Préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

*Dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gouesnac'h, en plus de la présentation effectuées par le bureau d'études GEOLITT, quelques thématiques ont été abordées :*

- ➔ *L'évolution du projet entre la version arrêté et celle soumis à approbation en conseil municipal a été relativement modeste, et ne remet pas en cause l'économie générale du projet. Les principales adaptations portent sur :*
  - *La délimitation des STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées)*
  - *Le redéploiement de certaines zones à urbaniser,*
  - *La réduction du nombre d'étoiles*
  
- ➔ *Monsieur le Maire indique que la transformation du POS en PLU a conduit à des déclassements très importants des zones constructibles, du fait notamment d'un durcissement de la réglementation et de*

*la prise en compte des documents supra-communaux. Pour exemple, les zones à urbaniser sont passées de 99 hectares au POS (devenu caduc le 27 mars 2017) à 10,75 hectares au PLU.*

→ *Monsieur le maire souligne également qu'il s'agit vraisemblablement du dernier document d'urbanisme communal, la loi incitant fortement les intercommunalités à s'engager dans des documents d'urbanisme intercommunaux.*

*Monsieur le Maire remercie Monsieur CARROT, du cabinet Géolitt, et Madame Christine NEDELEC pour le travail accompli.*

**DCM N° 44/2017**

**OBJET : PLAN LOCAL D'URBANISME APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
EAUX USEES**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n°94-469 du 3 juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnés aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 2 août 2017 dispensant d'évaluation environnementale spécifique le projet de zonage d'assainissement des eaux usées,

Vu l'arrêté municipal du 4 août 2017 proposant la mise à jour de l'étude de zonage d'assainissement des eaux usées à l'enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions motivées du Commissaire-enquêteur, qui considère que :

- La totalité des zones ouvertes à l'urbanisation par le PLU (300 EH) sera raccordée à la station
- La capacité de la station est largement au-dessus des besoins estimés pour les 4 communes reliées à celle-ci
- La commune s'engage sur la résorption des situations d'assainissements non collectifs identifiés comme non-conformes - Le réseau d'assainissement est exclusivement de type séparatif
- L'étude de faisabilité (Voir ANNEXE 5 : Etude de faisabilité pour la mise en œuvre d'un assainissement non-collectif dans le cadre d'une extension du camping) de l'assainissement de la parcelle 2377 classée en NL au PLU montre que l'assainissement à la parcelle est possible et n'engendrera pas de désordre pour le voisinage hormis lors de la phase de travaux pendant laquelle toutes les mesures devront être prises pour protéger le voisinage et l'environnement.

Vu l'AVIS FAVORABLE du commissaire-enquêteur au projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées de GOUESNAC'H.

Considérant que l'étude de zonage d'assainissement des eaux usées tel qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée après avoir pris en considération les remarques issues de la population lors de l'enquête publique,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

- ✓ **APPROUVE l'étude de zonage d'assainissement des eaux usées tel qu'elle est annexée au dossier,**
- ✓ **DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour signer tous les actes rendant exécutoire le zonage d'assainissement.**

Le zonage d'assainissement des eaux usées approuvé sera annexé au PLU. Une copie de cette délibération sera adressée au Préfet, accompagnée du dossier de plan de zonage.

Conformément aux articles R.123-18, R.123-19, R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme, un affichage en mairie aura lieu durant un mois, et une publication sera faite dans les journaux diffusés dans le département.

Le zonage d'assainissement des eaux usées approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

**DCM N° 45/2017**

**OBJET : PLAN LOCAL D'URBANISME : APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
DES EAUX PLUVIALES**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n°94-469 du 3 juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnés aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 2 août 2017 dispensant d'évaluation environnementale spécifique le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales,

Vu l'arrêté municipal du 4 août 2017 proposant le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales à l'enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions motivées du Commissaire-enquêteur, qui considère que :

- L'évacuation des eaux pluviales s'effectue par un réseau séparatif.
- Les réseaux d'eaux pluviales sont en bon état général.
- Les zones où limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement sont définies.
- Le projet définit des zones où des installations sont nécessaires pour assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement en cas de risque de pollution.
- La réalisation d'un dossier loi sur l'eau est obligatoire pour les projets dont la surface totale du projet est supérieure à 1 ha1.
- L'infiltration des eaux pluviales pour toute nouvelle construction ou nouveau projet d'aménagement et à défaut, un rejet régulé vers le réseau est privilégié.
- Les rejets feront l'objet d'un pré-traitement par décantation dans les ouvrages de rétention.
- Les ouvrages d'infiltration (ou de stockage) sont dimensionnés selon une période de retour de pluie de 10 ans.

- Le dossier soumis à la présente enquête publique signale un seul problème d'inondation à Kroas Hent Treffélen par les eaux superficielles venant du lotissement situé en amont. Une observation signale des débordements par forte pluie dans le secteur de rue de Pors Keraign.

Gouesnac'h : élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de GOUESNAC'H

- Le schéma directeur des eaux pluviales de la commune de GOUESNAC'H respecte les dispositions du Schéma Directeur Aménagement et de la Gestion de l'Eau (SDAGE) Loire Bretagne.

- Le projet expose les recommandations en matière de gestion des bassins versants (bonnes pratiques agricoles)

Vu l'AVIS FAVORABLE du commissaire-enquêteur au projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de GOUESNAC'H.

Considérant que l'étude de zonage d'assainissement des eaux pluviales tel qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée après avoir pris en considération les remarques issues de la population lors de l'enquête publique,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

- ✓ **APPROUVE l'étude de zonage d'assainissement des eaux pluviales tel qu'elle est annexée au dossier,**
- ✓ **DONNE POUVOIR au Maire pour signer tous les actes rendant exécutoire le zonage d'assainissement.**

Le zonage d'assainissement des eaux pluviales approuvé sera annexé au PLU. Une copie de cette délibération sera adressée au Préfet, accompagnée du dossier de plan de zonage.

Conformément aux articles R.123-18, R.123-19, R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme, un affichage en mairie aura lieu durant un mois, et une publication sera faite dans les journaux diffusés dans le département.

Le zonage d'assainissement des eaux usées approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

**DCM N° 46/2017**

**OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN (D.P.U)**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

L'article 211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé d'instituer un droit de préemption sur tout ou parties de zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par le plan.

Monsieur le Maire précise que suite à l'approbation du PLU, il y a lieu de délibérer afin d'instituer un droit de préemption urbain.

Le Conseil Municipal :

Considérant qu'il est dans l'intérêt général de la commune :

- de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,
- de favoriser le renouvellement urbain au sein du centre bourg,
- de lutter contre l'étalement urbain et contribuer au développement harmonieux de notre agglomération,
- de réaliser des équipements collectifs,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat dégradé,

Et donc de constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation de ces opérations,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A 19 POUR – 1 ABSTENTION**

- **DECIDE D'INSTITUER le droit de préemption urbain (DPU) sur la totalité des zones urbaines (zones U) ou à urbanisation future (zones AU) du Plan Local d'Urbanisme,**
- **DONNE DELEGATION à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain,**
- **PRECISE que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans les journaux diffusés dans le département**
- **PRECISE que le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier du PLU,**
- **PRECISE qu'une copie de la délibération sera transmise à :**
  - **Monsieur le Préfet,**
  - **Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux du Finistère,**
  - **Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,**
  - **La Chambre constituée près du Tribunal de Grande Instance,**
  - **Au Greffe du même tribunal.**

**DCM N° 47/2017**

**OBJET : DECLARATION PREALABLE POUR LES CLOTURES**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007, le nouvel article R.421-12 du code de l'urbanisme exclut les clôtures du nouveau champ d'application des déclarations préalables :

*Art. R421-2. – « Sont dispensées de toute formalité au titre du présent code, en raison de leur nature ou de leur très faible importance, sauf lorsqu'ils sont implantés dans un secteur sauvegardé ou dans un site classé ou en instance de classement :*

*g) Les clôtures, en dehors des cas prévus à l'article R.421-12, ainsi que les clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière. »*

La réalisation d'une clôture peut donc se faire sans aucune autorisation (mais est réputée respecter les dispositions du document d'urbanisme en vigueur).

Cependant, les dispositions du nouvel article R.421-12 du code de l'urbanisme applicable permettent aux communes qui le désirent de prendre une délibération pour décider de soumettre les clôtures à déclaration préalable :

*Art. 421-12. – Doit être précédée d'une déclaration préalable l'édification d'une clôture située « d) dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal...a décidé de soumettre les clôtures à déclaration. »*

Afin de permettre l'application des articles 11 du règlement relatif à chaque zone du Plan Local d'Urbanisme de la commune définissant notamment les types de clôture qui sont autorisés,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

✓ **Décide DE SOUMETTRE les clôtures à déclaration préalable conformément à l'article R.421-12 du code de l'urbanisme.**

|  |
|--|
| <b>DCM N° 48/2017</b><br><b><u>OBJET</u> : TARIFS 2018 - CANTINE</b> |
|--|

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,  
Considérant qu'il convient de fixer les tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,  
Considérant l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,  
Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

➤ **DECIDE** de fixer les tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme suit :

| <b>Cantine Scolaire</b>                                   |               |                     |
|---|---------------|---------------------|
| (réf. à courrier Préfecture du 03.07.2006) : <b>libre</b> |               |                     |
|   | <b>2018</b>   | <b>2018 majoré*</b> |
| - 1 ou 2 enfant(s)  | <b>3.40 €</b> | <b>4.40 €</b>       |
| - 3 <sup>ème</sup> enfant                                 | <b>2.90 €</b> | <b>3.50 €</b>       |
| - adulte  | <b>8.00 €</b> |                     |
| - Agent communal  | <b>5.00 €</b> |                     |

*\*Tarif majoré (+25%) applicable en cas de non inscription sur la fiche de présence mensuelle ou en cas de retour après la date limite*

|  |
|--|
| <b>DCM N° 49/2017</b><br><b><u>OBJET</u> : TARIFS 2018 – CIMETIERE - COLOMBARIUM</b> |
|--|

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,  
Considérant qu'il convient de fixer les tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,



Considérant l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

➤ **DECIDE** de fixer les tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme suit :

| <b>Concessions au cimetière</b>                                 |                    |
|---|--------------------|
| - concession 15 ans - 2m <sup>2</sup> (simple)                  | <b>120 €</b>       |
| - concession 15 ans - 5 m <sup>2</sup> (double)                 | <b>270 €</b>       |
| - concession 30 ans - 2 m <sup>2</sup> (simple)                 | <b>240 €</b>       |
| - Concession 30 ans - 5 m <sup>2</sup> (double)                 | <b>570 €</b>       |
| - utilisation provisoire du caveau communal<br>(2 mois maximum) | <b>2,40 €/jour</b> |

| <b>Columbarium et mini tombe</b> |              |
|----------------------------------|--------------|
| <b>Columbarium</b>               |              |
| - concession de 15 ans           | <b>381 €</b> |
| - concession de 30 ans           | <b>762 €</b> |
| <b>mini tombe</b>                |              |
| - concession de 15 ans           | <b>252 €</b> |
| - concession de 30 ans           | <b>504 €</b> |

**DCM N° 50/2017**

**OBJET : PARTICIPATION AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT 2018 – RESTAURANT  
MUNICIPAL**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,  
Considérant qu'il convient de fixer la participation aux frais de fonctionnement applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,  
Considérant l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,  
Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

**DECIDE** de fixer la participation aux frais de fonctionnement applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme suit:

| <b>Salle seule</b>        |  |  |                                     |
|---------------------------|--|--|-------------------------------------|
|                           | Soirée<br>du lundi au<br>vendredi<br>en <b>période<br/>scolaire</b><br>(de 18h à 1h du<br>matin) | Samedi <b>ou</b><br>dimanche<br><b>ou</b> jour de<br>semaine<br>en <b>vacances<br/>scolaires</b><br>(de 9h à 1h du<br>matin) | Samedi<br><br><b>et</b><br>dimanche |
| Association de la commune | <b>Gratuite</b>  | <b>Gratuite</b>  | <b>Gratuite</b>                     |
| Association Hors commune  | <b>200 €</b>   | <b>390 €</b>   | <b>560 €</b>                        |
| Particulier de la commune | <b>130 €</b>   | <b>240 €</b>   | <b>370 €</b>                        |

Agent communal : réduction une fois par an et par agent de 50% sur la première location.

la cuisine à titre exceptionnel et sous condition

| <b>Cuisine (y compris plonge)</b> |  |  |                                     |
|-----------------------------------|--|--|-------------------------------------|
|                                   | Soirée<br>du lundi au<br>vendredi<br>en <b>période<br/>scolaire</b><br>(de 18h à 1h du<br>matin) | Samedi <b>ou</b><br>dimanche<br><b>ou</b> jour de<br>semaine<br>en <b>vacances<br/>scolaires</b><br>(de 9h à 1h du<br>matin) | Samedi<br><br><b>et</b><br>dimanche |
| Association de la commune         | <b>60.00 €</b>   | <b>100.00 €</b>  | <b>160.00 €</b>                     |

| <b>Plonge</b>             |  |  |                                     |
|---------------------------|--|--|-------------------------------------|
|                           | Soirée<br>du lundi au<br>vendredi<br>en <b>période<br/>scolaire</b><br>(de 18h à 1h du<br>matin) | Samedi <b>ou</b><br>dimanche<br><b>ou</b> jour de<br>semaine<br>en <b>vacances<br/>scolaires</b><br>(de 9h à 1h du<br>matin) | Samedi<br><br><b>et</b><br>dimanche |
| Association de la commune | <b>25 €</b>  | <b>30 €</b>  | <b>35 €</b>                         |
| Association Hors commune  | <b>85 €</b>  | <b>85 €</b>  | <b>105 €</b>                        |
| Particulier de la commune | <b>60 €</b>  | <b>60 €</b>  | <b>90 €</b>                         |

La caution est fixée à 1 000 €

**DCM N° 51/2017**  
**OBJET : TARIFS 2018 – GOUTER GARDERIE PERISCOLAIRE EPAL**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,  
 Considérant que la garderie périscolaire est transférée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à EPAL,  
 Considérant qu'il convient de fixer le tarif du goûter à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 qui sera facturé à EPAL mensuellement,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

➤ **DECIDE** de fixer le tarif du goûter de la garderie périscolaire qui sera facturé mensuellement à EPAL à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à 0.56 € par enfant et par jour.

➤ **PRECISE** que la facturation sera établie selon un état de fréquentation mensuel transmis par EPAL.

**DCM N° 52/2017**

**OBJET : OUVERTURE DE CREDITS BUDGETAIRES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF  
2018**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales - l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption du budget primitif, de mettre en recouvrement les recettes, et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

L'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent l'autorisation devra préciser le montant et l'affectation des crédits.

Entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente pour le budget Ville
- **DECIDE** de procéder aux ouvertures de crédits d'investissement suivantes

| Chap/Art  | Libellés                             | Budget 2017         | Ouvertures<br>credits<br>avt vote BP<br>2018 |
|-----------|--------------------------------------|---------------------|--|
|           | <b>INVESTISSEMENT</b>                | <b>417 211.84 €</b> | <b>62 355.00 €</b>                           |
| <b>20</b> | <b>Immobilisations incorporelles</b> | <b>3 700.00 €</b>   | <b>2 855.00 €</b>                            |
| 2031      | Frais d'études                       | 3 700.00 €          | 925.00 €                                     |
| 2051      | Concessions et droits assimilés      | 7 738.86 €          | 1 930.00 €                                   |

| Chap/Art  | Libellés   | Budget 2017         | Ouvertures crédits avt vote BP 2018 |
|-----------|--|---------------------|-------------------------------------|
| <b>21</b> | <b>Immobilisations corporelles</b>               | <b>18 000.00 €</b>  | <b>9 500.00 €</b>                   |
| 2111      | Terrains nus                                     | 283 300.00 €        | 4 400.00 €                          |
| 2183      | Matériel de bureau et matériel informatique      | 2 709.87 €          | 600.00 €                            |
| 2188      | Autres immobilisations                           | 18 000.00 €         | 4 500.00 €                          |
| <b>23</b> | <b>Immobilisations en cours</b>                  | <b>395 511.84 €</b> | <b>50 000.00 €</b>                  |
| 2313      | Constructions                                    | 256 500.00 €        | 30 000.00 €                         |
| 2315      | Installations, matériel et outillages techniques | 139 011.84 €        | 20 000.00 €                         |

- **PRECISE** que cette autorisation vaut jusqu'à la date de vote du budget primitif 2018, soit au plus tard le 15 avril 2018

**DCM N° 53/2017**  
**OBJET : INDEMNITE 2017 DU RECEVEUR**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et des établissements publics locaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°49/2016 du 06 décembre 2016 fixant l'indemnité du receveur, Monsieur Denis L'ANGE, à 70 % par an,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire qui propose de revoir le taux de l'indemnité du receveur pour l'année 2017 et de le fixer à 50 %,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A 19 POUR – 1 ABSTENTION**

- **DECIDE** de supprimer l'indemnité du receveur municipal pour l'année 2017.

*Madame Marylène CHRISITNE-KERVINIO se demande s'il est judicieux de verser une indemnité au receveur du fait de la baisse des dotations, et pense que les missions de conseil, d'assistance, .... Font partie de son travail et sont donc incluses dans son salaire.*

*Monsieur Jean LE STER précise que même si les communes décident de ne pas verser cette indemnité, le receveur la percevra quand même.*

**DCM N° 54/2017**

**OBJET : ADMISSION EN NON VALEUR 2017**

Vu les articles L 2121-29 et L 2343-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des produits irrécouvrables dressé par le trésorier d'un montant de 1.20 € portant sur des années 2016 à 2017,

Considérant que toutes les opérations visant à recouvrer ces créances ont été diligentées par le trésorier de Fouesnant dans les délais légaux et réglementaires,

Considérant qu'il est désormais certain que ces créances ne pourront plus faire l'objet d'un recouvrement,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

→**ACCEPTE** d'admettre en non-valeur les sommes figurant sur l'état dressé par le trésorier et s'élevant à la somme de 1.20 €

→**PRECISE** que les crédits sont inscrits au budget 2017.

**DCM N° 55/2017**

**OBJET : DECISIONS MODIFICATIVES BUDGETAIRES N°3/2017 – BUDGET VILLE SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2311-1 à 3, L.2312-1 à 4 et L.2313-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 Avril 2017 approuvant le budget primitif de l'exercice en cours,

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telle que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables à l'activité de la commune,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 27 novembre 2017,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

➤ **Adopte** la décision modificative n°3/2017 du budget ville Section de fonctionnement telle que figurant dans le tableau ci-après :

| chapitre<br>article | Libellés                                 | Dépenses          | Recettes            |
|---------------------|--|-------------------|---------------------|
|                     | <b>FONCTIONNEMENT</b>                    | <b>8 100.00 €</b> | <b>8 100.00 €</b>   |
| <b>012</b>          | <b>Charges de Personnel</b>              | <b>6 500.00 €</b> |                     |
| 6338                | Autres impôts                            | 1 000.00 €        |                     |
| 6411                | Personnel Titulaire                      | 2 500.00 €        |                     |
| 6478                | Autres charges sociales                  | 2 000.00 €        |                     |
| 6488                | Autres charges                           | 1 000.00 €        |                     |
| <b>66</b>           | <b>Charges Financières</b>               | <b>200.00 €</b>   |                     |
| 66111               | Intérêts                                 | 200.00 €          |                     |
| <b>67</b>           | <b>Charges exceptionnelles</b>           | <b>1 400.00 €</b> |                     |
| 678                 | Autres charges exceptionnelles           | 1 400.00 €        |                     |
| <b>70</b>           | <b>Produits des services, du domaine</b> |                   | <b>2 800.00 €</b>   |
| 70311               | Concessions dans les cimetières          |                   | 2 500.00 €          |
| 70323               | Redevance occupation domaine public      |                   | 300.00 €            |
| <b>73</b>           | <b>Impôts et taxes</b>                   |                   | <b>5 300.00 €</b>   |
| 7388                | Autres taxes diverses                    |                   | 5 300.00 €          |
| <b>74</b>           | <b>Dotations, subventions</b>            |                   | <b>-25 000.00 €</b> |
| 7478                | Autres organismes                        |                   | -25 000.00 €        |
| <b>76</b>           | <b>Produits financiers</b>               |                   | <b>25 000.00 €</b>  |
| 7688                | Autres produits financiers               |                   | 25 000.00 €         |

**DCM N° 56/2017**

**OBJET : DECISIONS MODIFICATIVES BUDGETAIRES N°3/2017 – BUDGET VILLE SECTION  
D'INVESTISSEMENT**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2311-1 à 3, L.2312-1 à 4 et L.2313-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 Avril 2017 approuvant le budget primitif de l'exercice en cours,

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telle que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables à l'activité de la commune,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 novembre 2017,

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

➤ **Adopte** la décision modificative n°3/2017 du budget ville Section d'investissement telle que figurant dans le tableau ci-après :

| Opérations | Libellés   | Dépenses           | Recettes      |
|------------|--|--------------------|---------------|
|            | <b>INVESTISSEMENT</b>                            | <b>0.00 €</b>      | <b>0.00 €</b> |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts</b>                                  | <b>200.00 €</b>    |               |
| 1641       | Emprunts   | 200.00 €           |               |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles</b>               | <b>-5 200.00 €</b> | <b>0.00 €</b> |
| 2111       | Terrains nus                                     | -5 200.00 €        |               |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours</b>                  | <b>5 000.00 €</b>  | <b>0.00 €</b> |
| 2315       | Installations, matériel et outillages techniques | 5 000.00 €         |               |

**DCM N° 57/2017**

**OBJET : CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTIFONCTIONS A GOUESNAC'H : PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de la Commune de Gouesnach de construire une salle multifonctions, équipement aujourd'hui absent de la Commune.

Considérant que le plan de financement prévisionnel du projet pourrait s'établir comme suit :

Dépenses 1 634 900.00 € HT se décomposant comme suit :

|                                  |                 |
|----------------------------------|-----------------|
| ✓ Etudes techniques              | 22 000 € HT     |
| ✓ Maîtrise d'œuvre et Honoraires | 190 900 € HT    |
| ✓ Travaux                        | 1 356 000 € HT  |
| ✓ Frais annexes                  | 28 300 € HT     |
| ✓ Révision/Actualisation         | 37 700 € HT     |
|                                  |                 |
| ✓ Subventions                    |                 |
| ✓ Etat – DETR                    | 400 000 € (24%) |
| ✓ Contrat de Territoire          | 80 000 € (5%)   |
| ✓ Contrat de Partenariat         | 100 000 € (6%)  |
| ✓ Fonds de Concours CCPF         | 527 450 € (32%) |
| ✓ Autofinancement                | 527 450 € (32%) |

Vu l'avis de la commission des finances du 27 novembre 2017,  
Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**I ABSTENTION – 19 POUR**

- *Approuve le projet de construction d'une salle multifonctions à Gouesnac'h*
- *Approuve le plan de financement prévisionnel du projet tel que présenté ci-dessus*
- *Autorise Monsieur le Maire à solliciter les subventions inscrites au plan de financement prévisionnel, au titre de la DETR, du Contrat de Territoire, du Contrat de Partenariat et du Fonds de concours*
- *Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la question, après avis des commissions concernées.*

**DCM N° 58/2017**

**OBJET : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS FOUESNANTAIS : MODIFICATION DES STATUTS**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil Communautaire a décidé dans sa séance du 26 octobre 2017 de modifier ses statuts afin de prendre en compte le transferts de certaines compétences à titre obligatoire ou optionnel ou à titre facultatif prévu par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015.

La nouvelle modification proposée concerne les points suivants : (Les modifications sont présentées en gras et en italique)

Article 2 : la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais exerce selon les dispositions de l'article L 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales les compétences suivantes :

**A) COMPETENCES OBLIGATOIRES**

1) Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

*(Sans préjudice des délibérations prises par les communes dans les conditions fixées par la partie II de l'article 136 de la Loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour conserver l'exercice de la compétence « Plan Local d'Urbanisme »).*

2) Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme,

*(Sans préjudice des délibérations prises par les communes stations classées de tourisme dans les conditions fixées par la partie I de l'article L5214-16 du CGCT, pour conserver l'exercice de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme »).*

3) *Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement*



4) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage *et des terrains familiaux localisés définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage*

B) COMPETENCES OPTIONNELLES

6) Eau

C) COMPETENCES FACULTATIVES

8) Assainissement des eaux usées

*A ce titre la Communauté est compétente pour :*

- L'assainissement non collectif
- *L'assainissement collectif*

Entendu le rapport de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

➤ *Approuve la modifications des statuts de la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais dans les termes ci-dessus énoncés.*

**DCM N° 59/2017**

**OBJET : BIBLIOTHEQUE : MISE AU PILON 2017**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Dans le cadre de la gestion de ses collections, la bibliothèque municipale procède régulièrement à des éliminations de documents (mauvais état physique, contenu inexact ou obsolète).

La compétence pour opérer le déclassé appartient à la collectivité propriétaire.

Entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

- *Autorise le déclassé de 368 documents de la bibliothèque municipale jugés par les gestionnaires de la bibliothèque en mauvais état ou dont le contenu est inexact ou devenu obsolète. Sur chaque document sera apposé un tampon indiquant « exclu des collections ».*

- *Autorise le responsable de la gestion de la bibliothèque à mettre en vente les documents déclassés issus des collections, lors de manifestations organisées par des associations; les fonds obtenus seront affectés à l'achat de documents neufs ;*

- *Autorise le responsable de la gestion de la bibliothèque à faire don de documents déclassés qui peuvent encore avoir un intérêt, à d'autres bibliothèques, à des associations oeuvrant à la création de bibliothèque en pays étrangers, à des associations caritatives ; à des établissements de santé,*

- Autorise le responsable de la gestion de la bibliothèque à faire détruire (pilon) les documents déclassés ; dans ce cas, l'opération sera confiée aux services de la Mairie.

**DCM N°60/2017**

**Objet : FIXATION DU MONTANT DES INDEMNITES MENSUELLES DU MAIRE, DES ADJOINTS. ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018**

Vu les articles L 2123-23-1, L 2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales,

1) Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2017 fixant les indemnités mensuelles du Maire, des Adjointes et des Conseillers Municipaux Délégués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,

Considérant que la délégation de Madame Marie-Laure Florimond a été rapportée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017, il convient de mettre à jour le tableau récapitulatif l'ensemble des indemnités mensuelles allouées aux maire, adjoints et conseillers municipaux délégués,

2)

Entendu le rapport de Monsieur le Maire  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A 17 POUR – 3 CONTRE**

**\* fixe les indemnités mensuelles du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :**

**\* le taux de 41.5 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique pour l'indemnité mensuelle du Maire**

**\* le taux de 15 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique pour les indemnités mensuelles du 1<sup>er</sup> au 5<sup>ème</sup> Adjoint**

**\* le taux de 4.50 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique pour l'indemnité mensuelle du 1<sup>er</sup> Conseiller Municipal Délégué.**

**\* le taux de 2.25 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique pour l'indemnité mensuelle du 2<sup>ème</sup> Conseiller Municipal Délégué.**

- PRECISE que les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.**

**TABLEAU RECAPITULANT L'ENSEMBLE DES INDEMNITES MENSUELLES ALLOUEES AU MAIRE, AUX ADJOINTS ET CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES**

*Annexé à la délibération n° 60/2017*

| <i>FONCTION</i>                                     | <i>Nom Prénom</i>           | <i>Montant mensuel brut au 1<sup>er</sup> Janvier 2018</i> | <i>Pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique</i> |
|---|-----------------------------|--|--|
| <i>MAIRE</i>  | <i>GICQUEL Gildas</i>       | <i>1 587.08 €</i>  | <i>41.5 %</i>  |
| <i>1<sup>er</sup> Adjoint</i>                       | <i>MARC Chantal</i>         | <i>580.59 €</i>  | <i>15 %</i>  |
| <i>2<sup>ème</sup> Adjoint</i>                      | <i>CHRISTIEEN Jean-Paul</i> | <i>580.59 €</i>  | <i>15 %</i>  |
| <i>3<sup>ème</sup> Adjoint</i>                      | <i>LE STER Jean</i>         | <i>580.59 €</i>  | <i>15 %</i>  |
| <i>4<sup>ème</sup> Adjoint</i>                      | <i>GUILLOU Nicole</i>       | <i>580.59 €</i>  | <i>15 %</i>  |
| <i>5<sup>ème</sup> Adjoint</i>                      | <i>MALAVIALE Patrick</i>    | <i>580.59 €</i>  | <i>15 %</i>  |
| <i>1<sup>er</sup> Conseiller municipal délégué</i>  | <i>HAMON Christian</i>      | <i>174.18 €</i>  | <i>4.50 %</i>  |
| <i>2<sup>ème</sup> Conseiller municipal délégué</i> | <i>LE NOAC'H Bernard</i>    | <i>87.08 €</i>   | <i>2.25 %</i>  |

***DCM N° 61/2017***

***Objet : ACQUISITION D'UNE RESERVE FONCIERE ROUTE DE BENODET PAR LA COMMUNE DE GOUESNAC'H A FINISTERE HABITAT***

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Par délibération en date du 1<sup>er</sup> mars 2016, le Conseil Municipal a

- Décidé du principe d'acquérir une partie des parcelles cadastrées section AA 63 et AA 523, sis Route de Bénodet à Gouesnac'h au prix de 245 000 € net vendeur,
- Décidé du principe de vendre tout ou partie des parcelles cadastrées section AA 63 et AA 523, sis Route de Bénodet à Gouesnac'h à Habitat 29,
- Autorisé Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la question, après avis des commissions concernées, et sous réserve que les conditions suspensives (...) soient remplies.

Considérant que, suite à des études de sols, Finistère Habitat a modifié l'implantation de son projet de construction,

Considérant que Finistère Habitat a le projet d'acquérir directement auprès de Madame Annik Serret les parcelles section AA 583, 584 & 586, et de céder à la Commune une partie du terrain acquis ainsi que la voirie, parkings et liaisons douces,

Entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 27 novembre 2017,

Après en avoir délibéré,

***LE CONSEIL MUNICIPAL***

***A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS***

***- AUTORISE Monsieur le Maire à signer un compromis de vente avec Finistère Habitat permettant le montage suivant :***

- *Acquisition par Finistère Habitat de l'ensemble des parcelles pour y réaliser environ 12 logements locatifs sociaux*
- *Réalisation par Finistère Habitat des travaux de voirie, liaisons douces et réseaux*
- *Acquisition par la Commune de Gouesnac'h à Finistère Habitat d'une réserve foncière ainsi que des voiries, parkings et liaisons douces réalisés par l'opération pour un montant total de 62 000 €.*

**DCM N° 62/2017**

**OBJET : ACQUISITION DE TERRAINS « LE GUILY »**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Dans le cadre des cheminements piétonniers, il est envisagé d'acquérir les parcelles suivantes appartenant à Monsieur Loïc DE CAMBOURG :

- section cadastrée A 1025 d'une surface de 840 m<sup>2</sup> - Le Guily
- section cadastrée A 1027 d'une surface de 2 080 m<sup>2</sup> - Le Guily Voan Parc Plein

soit une surface totale de 2 920 m<sup>2</sup> pour un montant total de 1 180 €.

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

*\* décide d'acquérir les parcelles appartenant à Monsieur Loïc DE CAMBOURG, cadastrées*

*\* section A 1025 d'une surface de 840 m<sup>2</sup>*

*\* section A 1026 d'une surface de 2 080 m<sup>2</sup>*

*Soit une surface totale de 2 920 m<sup>2</sup> pour un montant total de 1 180 €*

*\* autorise Monsieur le Maire à signer l'acte administratif et tous documents relatifs à la question après avis des commissions concernées.*

**DCM N° 63/2017**

**OBJET : ACQUISITION DE TERRAINS « HAMEAU DE QUILLIOURN »**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Dans le cadre des travaux de sécurisation d'une pompe de relevage, de la création d'un arrêt de car scolaire, de l'ouverture d'une voie verte (projet porté par la CCPF) et de l'entretien du bassin des eaux pluviales, il est envisagé d'acquérir, à titre gracieux :

- une partie de la parcelle section B 929 d'une surface totale de 1 591 m<sup>2</sup>
- la parcelle section B 927 d'une surface de 37 m<sup>2</sup>

Entendu le rapport de Monsieur Le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS**

*\* décide du principe d'acquérir, à titre gracieux,*

- *une partie de la parcelle section B 929 d'une surface totale de 1 591 m<sup>2</sup>*

- la parcelle section B 927 d'une surface de 37 m<sup>2</sup>

\* autorise Monsieur le Maire à signer l'acte administratif et tous documents relatifs à la question après avis des commissions concernées.

\* précise que les frais de bornage de la parcelle section B 929 seront à la charge de la Commune de Gouesnac'h

DCM N° 64/2017

**OBJET : TARIFS 2018 : GARDERIE PERISCOLAIRE / ALSH EPAL**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que Monsieur le Maire a souhaité informer le Conseil Municipal des tarifs de la garderie périscolaire et de l'ALSH de Gouesnac'h, tarifs fixés par l'association EPAL,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **PREND** connaissance des tarifs de la garderie périscolaire et de l'ALSH de Gouesnac'h qui s'établissent comme suit :

### PERISCOLAIRE MATIN

| Revenus mensuels |                  | Nbre d'enfant présents |           |                |
|------------------|------------------|------------------------|-----------|----------------|
|                  |                  | 1 enfant               | 2 enfants | 3 enfants et + |
| Tarif 1          | 0 € - 1600 €     | 1,11 €                 | 1,05 €    | 1,00 €         |
| Tarif 2          | 1601 € - 2100 €  | 1,46 €                 | 1,39 €    | 1,32 €         |
| Tarif 3          | 2101 € - 2700 €  | 1,52 €                 | 1,44 €    | 1,37 €         |
| Tarif 4          | 2701 € - 3200 €  | 1,57 €                 | 1,49 €    | 1,42 €         |
| Tarif 5          | 3201 € - 4200 €  | 1,62 €                 | 1,54 €    | 1,46 €         |
| Tarif 6          | 4201 € - 5300 €  | 1,67 €                 | 1,59 €    | 1,51 €         |
| Tarif 7          | 5301 € et plus * | 1,72 €                 | 1,63 €    | 1,55 €         |

\*Ainsi que les "revenus non-communicés"

### PERISCOLAIRE SOIR

| Revenus mensuels |                  | Nbre d'enfant présents |           |                |
|------------------|------------------|------------------------|-----------|----------------|
|                  |                  | 1 enfant               | 2 enfants | 3 enfants et + |
| Tarif 1          | 0 € - 1600 €     | 1,34 €                 | 1,27 €    | 1,21 €         |
| Tarif 2          | 1601 € - 2100 €  | 1,77 €                 | 1,68 €    | 1,60 €         |
| Tarif 3          | 2101 € - 2700 €  | 1,82 €                 | 1,73 €    | 1,64 €         |
| Tarif 4          | 2701 € - 3200 €  | 1,87 €                 | 1,78 €    | 1,69 €         |
| Tarif 5          | 3201 € - 4200 €  | 1,92 €                 | 1,82 €    | 1,73 €         |
| Tarif 6          | 4201 € - 5300 €  | 1,97 €                 | 1,87 €    | 1,78 €         |
| Tarif 7          | 5301 € et plus * | 2,02 €                 | 1,92 €    | 1,82 €         |

\*Ainsi que les "revenus non-communicés"

## Accueil de loisirs ENFANCE

| Revenus mensuels |                  | JOURNEE AVEC REPAS     |           |                | JOURNEE SANS REPAS     |           |                |
|------------------|------------------|------------------------|-----------|----------------|------------------------|-----------|----------------|
|                  |                  | Nbre d'enfant présents |           |                | Nbre d'enfant présents |           |                |
|                  |                  | 1 enfant               | 2 enfants | 3 enfants et + | 1 enfant               | 2 enfants | 3 enfants et + |
| Tarif 1          | 0 € - 1600 €     | 7,00 €                 | 5,60 €    | 4,48 €         | 5,60 €                 | 4,48 €    | 3,58 €         |
| Tarif 2          | 1601 € - 2100 €  | 10,45 €                | 8,36 €    | 6,69 €         | 8,45 €                 | 6,76 €    | 5,41 €         |
| Tarif 3          | 2101 € - 2700 €  | 12,60 €                | 10,08 €   | 8,06 €         | 10,60 €                | 8,48 €    | 6,78 €         |
| Tarif 4          | 2701 € - 3200 €  | 13,70 €                | 10,96 €   | 8,77 €         | 11,70 €                | 9,36 €    | 7,49 €         |
| Tarif 5          | 3201 € - 4200 €  | 15,30 €                | 12,24 €   | 9,79 €         | 13,30 €                | 10,64 €   | 8,51 €         |
| Tarif 6          | 4201 € - 5300 €  | 16,85 €                | 13,48 €   | 10,78 €        | 14,85 €                | 11,88 €   | 9,50 €         |
| Tarif 7          | 5301 € et plus * | 17,95 €                | 14,36 €   | 11,49 €        | 15,95 €                | 12,76 €   | 10,21 €        |

\*Ainsi que les "revenus non-communiqués"

| Revenus mensuels |                  | MATIN OU A.MIDI AVEC REPAS |           |                | MATIN OU A.MIDI SANS REPAS |           |                |
|------------------|------------------|----------------------------|-----------|----------------|----------------------------|-----------|----------------|
|                  |                  | Nbre d'enfant présents     |           |                | Nbre d'enfant présents     |           |                |
|                  |                  | 1 enfant                   | 2 enfants | 3 enfants et + | 1 enfant                   | 2 enfants | 3 enfants et + |
| Tarif 1          | 0 € - 1600 €     | 4,00 €                     | 3,20 €    | 2,56 €         | 4,00 €                     | 3,20 €    | 2,56 €         |
| Tarif 2          | 1601 € - 2100 €  | 9,40 €                     | 7,52 €    | 6,02 €         | 6,15 €                     | 4,92 €    | 3,94 €         |
| Tarif 3          | 2101 € - 2700 €  | 11,00 €                    | 8,80 €    | 7,04 €         | 7,80 €                     | 6,24 €    | 4,99 €         |
| Tarif 4          | 2701 € - 3200 €  | 12,10 €                    | 9,68 €    | 7,74 €         | 8,90 €                     | 7,12 €    | 5,70 €         |
| Tarif 5          | 3201 € - 4200 €  | 13,15 €                    | 10,52 €   | 8,42 €         | 10,00 €                    | 8,00 €    | 6,40 €         |
| Tarif 6          | 4201 € - 5300 €  | 14,20 €                    | 11,36 €   | 9,09 €         | 11,05 €                    | 8,84 €    | 7,07 €         |
| Tarif 7          | 5301 € et plus * | 15,25 €                    | 12,20 €   | 9,76 €         | 12,15 €                    | 9,72 €    | 7,78 €         |

\*Ainsi que les "revenus non-communiqués"

## Accueil de loisirs PRE-ADOS

### APRES-MIDI SANS REPAS

| Revenus mensuels |                  | Nbre d'enfant présents |           |                |
|------------------|------------------|------------------------|-----------|----------------|
|                  |                  | 1 enfant               | 2 enfants | 3 enfants et + |
| Tarif 1          | 0 € - 1600 €     | 3,03 €                 | 2,42 €    | 1,94 €         |
| Tarif 2          | 1601 € - 3200 €  | 4,04 €                 | 3,23 €    | 2,59 €         |
| Tarif 3          | 3200 € et plus * | 5,05 €                 | 4,04 €    | 3,23 €         |

\*Ainsi que les "revenus non-communiqués"

## **QUESTIONS DIVERSES**

**Monsieur le Maire** informe le Conseil Municipal que les vœux 2018 se dérouleront le 19 Janvier 2018 à 18H30 au restaurant scolaire.

-----

**Madame Aurore QUEFFELEC** demande s'il est encore possible que la Commune soit attaquée maintenant que le Plan Local d'Urbanisme est approuvé.

**Monsieur Gildas GICQUEL** répond que les recours sont possibles mais par l'intermédiaire d'un avocat donc avec des frais.

-----

**Madame Aurore QUEFFELEC** demande s'il est prévu un élargissement de la Route de Pors Keraign, il était envisagé de faire un rond-point ?

**Monsieur Gildas GICQUEL** répond qu'il y aura un aire de retournement de prévu notamment pour les camions poubelles, deux places de stationnement et que des négociations sont en cours pour l'acquisition d'un terrain.

-----

**Madame Aurore QUEFFELEC** demande s'il y aura de nouvelles installations, notamment des bornes incendie, avec l'agrandissement du camping de Pors Keraign

**Monsieur Jean-Paul CHRISITEN** répond que les campings doivent obligatoirement avoir des réserves d'eau ; il n'y aura donc pas de travaux dans ce cadre là.

**Monsieur Gildas GICQUEL** précise que ces réserves d'eau pourront aussi servir en cas d'incendie dans les maisons avoisinantes.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50**